

La marche des réformes en URSS et en Europe de l'Est

Dominique Pianelli*

Le propos de cette présentation chronologique est de mettre en évidence le rythme, en l'occurrence l'accélération des changements apportés aux économies socialistes européennes. C'est aussi de favoriser, grâce à une juxtaposition dans le temps des mesures prises, une observation comparative.

1968 *Réforme économique* Hongrie

Abolition du plan annuel obligatoire de l'entreprise ; liberté pour 50 % des prix ; évolution dans une fourchette pour 33 % ; reconnaissance officielle de trois secteurs économiques : public, privé, coopératif. C'est le « nouveau mécanisme économique ».

1971 *Investissement étranger* Roumanie

Autorisation — la première dans un pays du CAEM — de créer des sociétés mixtes.

1972 *Investissement étranger* Hongrie

Autorisation de créer des sociétés mixtes. En 1986, possibilité de participation étrangère majoritaire, sans autorisation préalable lorsqu'elle reste minoritaire.

* Dominique Pianelli est chargée de mission au CEPIL.

-
- 1979 *Réforme économique* Hongrie
 Harmonisation prix de gros-prix de détail et alignement des prix relatifs intérieurs sur les prix mondiaux. Suppression des subventions à l'exportation. Adoption d'une planification quinquennale glissante. Renforcement de l'autonomie des entreprises. Dissolution des ministères de branche, démantèlement de plusieurs trusts.
- 1979 *Réforme économique* RDA
 Transformation des unions industrielles de branches en combinats, (intégration de toutes les opérations et des unités, de la recherche à la vente). Arrêt de la politique de dissuasion du secteur privé (en 1986, encouragement du secteur par allègement fiscal et baisse des taux d'intérêt du crédit).
- 1980 *Investissement étranger* Bulgarie
 Autorisation de créer des sociétés mixtes.
- 1980 *Réforme économique* Hongrie
 Décentralisation du commerce extérieur : accès direct des entreprises au commerce (après acquisition d'une licence). Extension du secteur privé : mise en location gérance (au 1/1/1981) d'établissements de restauration et de petit commerce, par adjudication.
- 1981 *Agriculture* Roumanie
 Obligation de livraison à l'État d'une grande part de la production des lopins. Rationnement des principales denrées alimentaires avec points d'approvisionnement obligatoires.
- 1982 *Finances* Roumanie
 Lancement d'une politique d'austérité ayant pour objectif de liquider « à tout prix » la dette externe d'ici 1990 : compression de la demande interne au profit de l'exportation.
- 1982 *Réforme économique* Hongrie
 Entrée au FMI et à la Banque Mondiale. Début d'une politique de dévaluation du forint après fixation d'un taux de change unique. Extension du secteur privé et coopératif et légalisation de certaines activités privées (taxis, hôtellerie).
- Février 1982 *Réforme économique* Pologne
 Diversification du système des prix et hausse ; accès direct, limité, des entreprises au commerce extérieur ; rationnement de certains produits (alimentaires, combustibles) ; politique de dévaluation monétaire. Organisation du commerce de devises dès 1983.
-

Septembre 1983

Politique sociale

Roumanie

Suppression du salaire minimum garanti.

1985

Prix

RDA

Réforme de la structure des prix, y compris agricoles (prise en compte des coûts de production et des coûts mondiaux).

11 mars 1985

Nominations

URSS

Discours d'investiture de M. Gorbatchev. Au plenum d'avril, premiers changements de responsables. Au plenum de juin, critiques de Gorbatchev à l'égard de la gestion Brejnev et propos favorables à des réformes économiques. En juillet, Gromyko est élu Chef de l'État, Chevardnadze nommé aux Affaires étrangères, Ryjkov, Premier ministre.

25-29 mars 1985

13^e congrès du parti

Hongrie

Mesures envisagées pour conforter le « socialisme de marché » : débudgétisation des projets industriels, diminution du rôle de l'Office central de planification au profit des organismes de politique macro-économique. Amélioration de la régulation financière : éclatement du système mono-bancaire ; homogénéisation de la fiscalité ; liquidation (entrée en vigueur au 1/1/86) des entreprises non rentables (en 1986, la restructuration du secteur du charbon entraîne les grèves les plus importantes depuis 1956 ; en 1987, l'État renfloue deux grandes entreprises). Plus grande flexibilité des prix (système de référence au prix mondial moins artificiel et suppression progressive des subventions). Simplification des modalités d'acquisition de licences de commerce extérieur. Multiplicité des candidatures aux élections législatives.

1^{er} octobre 1985*Consommation*

URSS

Programme —premier du genre— de biens de consommation et services à l'horizon 2000. En février 1986, décrets sur le développement du réseau commercial ; en juillet, textes sur le « développement des coopératives de consommation », en octobre, sur celles de production (artisanat) ; en février 1987, sur l'amélioration du fonctionnement des marchés kolkhoziens, sur les coopératives de restauration ; en juin 1987, décrets relatifs à leur approvisionnement. En juillet mise en location gérance de restaurants de Moscou. En mai 1988, loi sur les coopératives. En février 1989, projet de loi sur la qualité de la production et les droits des consommateurs.

21 novembre 1985

Agriculture

URSS

Création du Gosagroprom (complétée par un autre texte en mars 1986), sorte de super-ministère de l'Agro-Industrie. En août et septembre 1987, série de décrets sur l'agriculture. En juillet 1988, proposition de M. Gorbatchev sur des baux paysans de 50 ans.

25 février-6 mars 1986

27^e congrès du parti

URSS

Nouveaux programme et statuts du PCUS. Sur le programme (réécriture de celui adopté en 1961 — troisième après ceux de 1903 et de 1919, marquant le franchissement d'une étape historique de la construction du communisme), M. Gorbatchev déclare : « Tous les partis révolutionnaires qui ont péri jusqu'à présent ont péri parce qu'ils se sont vantés, n'ont pas su voir où était leur force et ont craint de parler de leurs faiblesses. » Dans le domaine économique : « Nous sommes au seuil de la plus importante restructuration du mécanisme économique socialiste. (...) Il faut développer le commerce de gros des moyens de production. » Sur le travail privé : « Il faut examiner attentivement les propositions portant sur la réglementation des activités professionnelles individuelles. » Sur la politique agricole : « On étendra largement la sous-traitance et le travail à forfait au niveau de la brigade, du groupe, de la famille, lesquels auront la jouissance, pour un délai fixé par contrat, des moyens de production, y compris de la terre ».

Mars 1986

Nominations

Bulgarie

Remaniements ministériels : G. Atanassov succède à G. Filipov comme Premier ministre. Nouveau code du travail (élection du directeur, plan, effectifs, rémunération et discipline) à compter du 1/1/1988. En janvier avaient été supprimés les ministères techniques, et les entreprises regroupées en trusts autogérés.

13 mars 1986

Qualité de la production

URSS

Création de la Gospriemka, réglementée en décembre. Sa mission est le contrôle de la qualité de la production dans l'entreprise. Son activité va contribuer à faire diminuer le volume de production des entreprises.

24-29 mars 1986

17^e congrès du parti

Tchécoslovaquie

G. Husak : « (...) ne pas copier mécaniquement l'expérience soviétique mais en faire un usage créatif ».

Avril 1986

Investissement étranger

Pologne

Autorisation, jusqu'en 1989, de participation étrangère minoritaire avec impôt de 50 % sur les bénéfices. Au 1/1/1989, participation étrangère possible à 100 %, réduction des impôts sur les bénéfices.

2-6 avril 1986

13^e congrès du parti

Bulgarie

Annonce d'un « profond changement » dans la gestion de l'économie : nouveau style de travail, encouragement matériel, satisfaction de la demande.

17-21 avril 1986

22^e congrès du parti

RDA

M. Gorbatchev, présent, y défend sa ligne : « Parfois on nous demande si nous n'avons pas exagéré en ce qui concerne l'autocritique(...) ? Nous sommes convaincus que non (...) »

14 juin 1986

Finances

Pologne

Retour, après trente-six ans d'absence, de la Pologne au Fonds monétaire international dont elle fut membre fondateur.

29 juin-4 juillet 1986

10^e congrès du parti

Pologne

Congrès de la « normalisation ». Présence de M. S. Gorbatchev. 22 juillet, amnistie des prisonniers politiques libérés en septembre.

19 août 1986

Relations économiques extérieures

URSS

Arrêté sur l'amélioration de la gestion des relations économiques extérieures. Création de la commission d'État pour les relations économiques extérieures auprès du Conseil des ministres de l'URSS (Gosudarstvennaja vneshneekonomitcheskaja komissija soveta ministrov SSSR), présidée par V.M. Kamencev. Application au 1/1/1987. Textes sur les entreprises mixtes et l'accès direct des entreprises au commerce extérieur. En octobre, publication de la liste des 68 entreprises et organisations industrielles ou techniques autorisées à commercer directement avec l'extérieur. En janvier 1987, décrets sur l'implantation d'entreprises mixtes avec partenaires du CAEM et occidentaux. Adoption en septembre des décrets de fonctionnement des entreprises mixtes à participation étrangère sur le territoire soviétique : participation minoritaire, impôts sur les bénéfiques de 30 % (exemption les deux premières années), de 20 % en sus pour les sommes rapatriées, vente d'une partie des produits sur les marchés extérieurs. Libéralisation en décembre 1988.

Octobre 1986

Commerce extérieur

Roumanie

Renforcement du contrôle du ministère du Commerce extérieur sur les organisations spécialisées.

Novembre 1986

Secteur privé

URSS

Adoption de la loi sur le travail individuel. En mai 1986, était paru un texte sur la répression des revenus illicites. Un sondage (octobre 1987) montre que 73 % des personnes interrogées sont pour la loi sur le travail individuel mais seulement 10 % sont prêts à s'y engager.

Décembre 1986

Commerce extérieur

Pologne

Création de la Banque pour la promotion des exportations. Détenteurs des parts : Trésor (51 %), Banque nationale (10 %), trois autres banques (10 %) ; souscription auprès des entreprises d'État (29 %).

16-17 décembre 1986

Nationalités

URSS

Émeutes nationalistes au Kazakhstan, à la suite de la destitution de l'équipe « brejnevienne ».

28-29 décembre 1986

Nominations

Hongrie

Comité central : nouveau responsable à la politique économique Miklos Nemeth (38 ans), partisan d'une restructuration industrielle résolue ; ministre des Finances, P. Medgyessy ; président de l'Office du plan, L. Marothy.

29 décembre 1986

Réforme économique

Bulgarie

Adoption de nouvelles « régulations de l'activité économique » (modification de la politique des prix, des salaires et du système fiscal).

1^{er} janvier 1987

Système bancaire

Hongrie

Création de cinq banques commerciales (trois totalement nouvelles). Acceptation d'euro-chèques en forints (jusqu'à là seulement en devises).

27 janvier 1987

Plenum du comité central

URSS

Politique des cadres. « Le devoir (de l'intelligentsia artistique) est de créer des œuvres justes et de talent, reflétant notre réalité dans toute sa diversité » (Pasternak est réhabilité en mai). Système d'élection aux soviets : « Il est important d'offrir à l'électeur la possibilité d'exprimer son attitude sur un nombre plus grand de candidatures (...) ». Les élections de juin aux soviets locaux permettront ce choix dans 4 % des circonscriptions. Sur les coopératives : « Une attitude incorrecte a conduit à la liquidation de la coopérative d'artisanat. De sérieuses erreurs n'ont pas pu être évitées non plus en ce qui concerne les opinions sur le lopin individuel et le travail personnel, ce qui a causé un important préjudice économique et social. » Sur les difficultés de la perestroïka : « Dans la société et dans le parti lui-même subsiste encore une certaine incompréhension. On demande souvent : « Est-ce que le virage n'est pas trop brusque ? (...) »

Mars 1987

Prix — faillites

Hongrie

Nouveau système de prix des produits manufacturés : autorisation pour les entreprises de fixer leur prix. Jusqu'ici hausses autorisées dans la limite de celles obtenues sur les marchés extérieurs. Mais blocage partiel en août pour éviter les dérapages antécédents à l'instauration de la TVA. Engagement (le premier) par la Banque de Crédit d'une procédure de faillite contre Vaev, une entreprise de bâtiment de Vespře employant 2 000 personnes et renflouée en 1977 et 1984.

1^{er} mars 1987

Monnaie

Pologne

Autorisation accordée aux exportateurs polonais de revendre aux autres entreprises publiques leurs devises. En mai aura lieu la première transaction au siège de la Banque de promotion des exportations (accès limité aux entreprises qui exportent). 1 238,58 Zl pour 1 dollar, alors que le cours officiel est de 248,58 Zl. Ces ventes doivent avoir lieu deux fois par mois.

- Avril 1987 *Prix* Hongrie
Hausse des prix (alimentation et combustibles aux ménages de 8 à 20 %).
Objectif : réduction du déficit budgétaire et des subventions à la consommation.
Accueil favorable du FMI. Seconde vague en juillet (+20 %).
- 1^{er} avril 1987 *Prix-Monnaie* Pologne
Vague de hausses de prix d'environ 30 % sur tous les produits de première
nécessité, sans précédent depuis 1982. La Banque nationale peut dévaluer la
monnaie de 3 % sans autorisation spéciale du gouvernement.
- 28 avril 1987 *Fiscalité* Hongrie
Annonce pour 1988 de l'institution d'une TVA, du rétablissement de l'impôt sur
les revenus « visibles et invisibles » et de la suppression des subventions au prix.
Critiques nombreuses de ces mesures inapplicables sans réforme politique, notam-
ment contenues dans le rapport « Changement et réforme », publié en juin. En
juillet, les parlementaires renvoient à l'étude le projet pour impréparation et absence
de réel débat public.
- 30 mai 1987 *Nominations* URSS
Destitution du ministre de la Défense, S. Sokolov, à la suite de l'atterrissage sur
la Place rouge d'un avion de tourisme ouest-allemand le 28 mai ; il est remplacé par
D. Iazov. En août, le vice-ministre est lui aussi remplacé.
- Juin 1987 *Secteur privé* Bulgarie
Adoption d'un décret sur le travail privé dans le domaine des services et de la
production de biens de consommation (autorisation d'exercer cette activité dans
l'entreprise d'État, sur la base de contrats, sur son temps libre).
- Juin 1987 *Finances* Hongrie
Préparation d'une loi applicable au 1/1/1988, autorisant les prises de participa-
tion des salariés et la création de sociétés dont une partie des actions sera mise sur
le marché. Dès septembre-émission auprès des « personnes juridiques hongroises ».
- 23 juin 1987 *Nominations* Hongrie
Plenum du Comité central : nouveau Premier ministre, K. Grosz (membre du
Bureau politique et premier secrétaire à l'Idéologie). K. Nemeth proche de J. Kadar
— chef de l'État.
- 25-26 juin 1987 *Réforme économique* URSS
Plenum : entrée de V. Nikonov (secrétaire à la Propagande et à la Culture) au
Bureau politique. Annonce d'une conférence du parti pour le 28 juin 1988. Résolu-

tion sur la perestroïka. Entreprises : plus grande indépendance (autofinancement et autonomie comptable), lien direct entre niveau des revenus et productivité. Organes dirigeants de l'économie : concentration sur la stratégie, les rythmes et les grands équilibres économiques, fin de l'ingérence dans l'activité opérationnelle des agents économiques. Réforme radicale de la planification, du système de prix, des mécanismes financiers et de crédit, annonce d'un marché de gros des moyens de production, refonte de la gestion de la R/D, des relations économiques extérieures, du travail et des rapports sociaux. Nouvelles structures d'organisation (application directe des sciences à la production). Autogestion, facteur humain. « La perestroïka nécessite une approche complexe qui doit être arrêtée lors de ce quinquennat pour servir de base à l'élaboration et à la réalisation du 13^e plan. » Série d'arrêtés publiés en juillet.

29-30 juin 1987

Loi sur l'entreprise

URSS

Adoption par le Soviet suprême de la loi sur l'entreprise d'État, débattue depuis février (remplace le statut de 1965 et entre en vigueur au 1/1/1988). Changements dans la définition du revenu de l'entreprise ; élection du directeur ; élaboration du plan d'entreprise selon des paramètres indicatifs, des commandes d'État, impératives, et des contrats ; écoulement de la production avec trois systèmes de prix : planifié, contractuel, libre ; réforme du crédit avec mise en faillite possible ; rémunération proportionnelle au travail ; organisation du placement des travailleurs « libérés » (arrêté publié en décembre). Exercice possible de commerce extérieur direct. Redéfinition de la tutelle ministérielle.

Juillet 1987

Système bancaire

Bulgarie

Première réunion constitutive de deux banques commerciales. Dans le cadre de la réforme bancaire huit banques commerciales doivent être créées.

Juillet 1987

Réforme économique

Tchécoslovaquie

Présentation au Parlement du « Programme de reconstruction du système économique » adopté en janvier par le Parti : modifications de la législation économique et du travail (plus de liberté d'action au secteur privé au 1/1/1988) ; projet — applicable au 1/1/1989 — de restructuration de l'agriculture (responsabilité budgétaire des coopératives, hausse des prix d'achat de 20 %) ; autorisation de trois types de coopératives (industrielle, distribution de biens de consommation, entretien et rénovation de l'habitat) ; moins de subventions et plus d'impôts, y compris sur les terres ; autorisation de rétention de devises pour la modernisation de la production ; autonomie comptable, autofinancement, élection des directeurs, commerce direct des entreprises (avec autorisation préalable, au 1/4/1988), procédures de liquidation (avec protection des travailleurs, expérimentation à compter de 1988) ; concentration du travail des organismes centraux sur les questions économiques stratégiques ; réaménagement des prix de gros au 1/1/1989. En tout trente-sept « principes » pour réussir la « Prestavba ». Adoption en octobre, malgré de nombreuses dissensions à la tête du Parti.

25-26 juillet 1987 *Nationalités* URSS

Manifestations à Moscou de Tatars de Crimée (déportés par Staline pour collaboration avec les nazis) réclamant leur retour dans leur région d'origine. Le 27 juillet, ils rencontrent A. Gromyko, le chef de l'État, mais n'obtiennent pas les informations souhaitées sur le travail de la commission chargée de traiter leurs problèmes. Le 30, ils sont expulsés de Moscou.

27-29 juillet 1987 *Réforme économique et institutions* Bulgarie

Plenum du comité central. Annonce d'une restructuration économique : rôle accru de la monnaie et du profit, refonte du système salarial, « vérité des prix », démocratisation du commerce extérieur (plus de liberté aux entreprises); institutionnelle : allègement de l'appareil ministériel avec remaniement important, rétablissement du système des régions antérieur à 1959. Nouvelle conception de l'Assemblée nationale. Modification du système électoral (multiplicité de candidats) et utilisation du referendum. Annonce d'une conférence extraordinaire du PC pour décembre, chargée d'examiner ces propositions.

3 août 1987 *Monnaie* URSS

Annonce de l'introduction au 1/1/1988 des premiers carnets de chèques (comptes rémunérés à 3 %; tout paiement supérieur à 5 000 roubles doit être effectué par virement bancaire).

23 août 1987 *Nationalités* URSS

Manifestations dans les pays baltes, à l'occasion du 48^e anniversaire du pacte germano-soviétique. La *Komsomolskaja Pravda* reconnaît dans ses colonnes les « erreurs tragiques » des autorités soviétiques (déportations) à l'encontre des populations baltes.

7 septembre 1987 *Système bancaire* URSS

Ouverture d'une nouvelle institution de crédit à la consommation (prêts à 1 ou 2 % par an) regroupant toutes les caisses d'épargne.

16-19 septembre 1987 *Réforme économique* Hongrie

Adoption du Programme de consolidation économique jusqu'à 1995. Austérité : stabilisation de la dette extérieure nette, réduction du déficit budgétaire, baisse de 25 % par an d'ici à 1990 puis suppression des subventions aux entreprises déficitaires (avec chômage « structurel temporaire ». Un « fonds pour l'emploi » est créé en décembre), suppression de l'autorisation préalable de commerce extérieur, baisse de l'impôt sur les bénéfices, TVA (15 et 25 %) et rétablissement de l'impôt sur le revenu (20 à 60 %) supprimé en 1974 (y compris revenus d'obligations souscrites à partir du 1/1/1988). Libération des prix à la consommation (1^{er} avril 1988). Réformes : secteur

privé (augmentation des effectifs autorisés, actions cessibles (1/1/1989). Banque : levée des restrictions à la concurrence dans le crédit. J. Kadar admet sa responsabilité personnelle dans les erreurs économiques. Circulation d'une lettre ouverte au Parlement lui demandant de jouer un rôle plus actif.

Octobre 1987 *Relations économiques extérieures* Tchécoslovaquie

Annnonce d'une convertibilité progressive et limitée de la couronne vis-à-vis d'abord des monnaies est-européennes (d'ici deux ans), puis des devises occidentales (d'ici cinq à sept ans). Adoption d'un taux de change commercial unique, et suppression du taux touristique au 1/9/1988.

21 octobre 1987 *Nominations* URSS

Plenum du comité central : incident Ligatchev-Eltsine, à la suite duquel ce dernier perd son poste de premier secrétaire à Moscou.

23-24 octobre 1987 *Administration* Pologne

Regroupement de seize départements ministériels au sein de huit super-ministères supervisant les secteurs-clés (industrie, énergie, construction et éducation). Nomination de Z. Sadowski, un des pères de la réforme, non membre du POUP, à la tête de la Commission du Plan.

2 novembre 1987 *Monnaie* Pologne

Rachat par la Banque nationale des « dollars polonais » (coupons) au taux du marché noir, dans le cadre du programme d'assainissement de la monnaie (publié en septembre par la Banque nationale). En mai 1988, les particuliers pourront également acheter des dollars à la Banque d'État PKO (Caisse de transferts monétaires) : prix de vente à la banque 1 350 Zl pour 1 dollar, d'achat 1 500 Zl.

25 novembre 1987 *Réforme économique* Pologne

Examen du projet « La seconde étape » de réforme : renforcement du pouvoir local, plus de tolérance à l'égard des critiques, égalité des droits des entreprises coopératives, privées et publiques. Expression de désaccords au sein du comité central : un intervenant demande au Parti « où le socialisme finit et où un autre système commence ». Report du vote parlementaire sur le projet après les résultats du référendum sur les réformes (et la rigueur) économiques et la démocratisation (29 novembre : échec relatif, la loi polonaise exigeant la majorité du nombre des inscrits et non des votants. Sur les votants (45 % des inscrits) : 66 % pour les réformes économiques, 69 % pour les réformes politiques). La Diète adopte en décembre ce projet révisé : étalement sur trois ans des hausses de prix (40 à 20 %).

Décembre 1987 *Agriculture* Bulgarie

Résolution sur la réorganisation de l'agriculture : travail en équipes autogérées, sur la base des contrats ; nouveaux systèmes de prix et de fiscalité. La production agricole privée est particulièrement encouragée depuis fin 1985.

- 14-16 décembre 1987 *Conférence du parti* Roumanie
 Ceaucescu tire un bilan négatif de l'économie en 1987, appelle à une plus grande discipline idéologique et promet une amélioration de la situation alimentaire ainsi que des hausses de salaires. Le 15 novembre avaient eu lieu les émeutes de Brasov.
- 16 décembre 1987 *Institutions* Pologne
 Plenum du comité central. Les responsables à la propagande et à l'idéologie sont remplacés par des « réformateurs ». Annonce d'une réforme du système électoral au niveau local. En juin 1988 il y aura 44 % d'abstentions à ces élections.
- 17 décembre 1987 *Nominations* Tchécoslovaquie
 Comité central. Remplacement de G. Husak, en poste depuis 1968, par M. Jakes (ancien grand ordonnateur des purges après 1968) à la tête du PC tchécoslovaque.
- 18 décembre 1987 *Administration* Hongrie
 Formation de « super-ministères » : création d'un comité de l'économie et de la planification (principal organe de décision en matière économique) regroupant les comités du Plan, des relations économiques extérieures et du développement économique, dirigé par P. Medgyessy, ministre des Finances depuis 1986, et d'un super-ministère du Commerce externe et interne (J. Marjai). Démantèlement d'une série de trusts ou groupes industriels.
- 28 décembre 1987 *Finances* Roumanie
 Annonce du renoncement à tout crédit extérieur en 1988, et de la suspension des remboursements à la Banque mondiale.
- Janvier 1988 *Réforme économique* RDA
 Nouveau système salarial (différenciation selon le travail) : introduction progressive touchant seulement au départ 10 à 20 % de l'industrie. Autofinancement des investissements des combinats ou entreprises : tout profit, y compris en devises, réalisé en sus du plan, est laissé à disposition. Une « expérience » d'autofinancement existe depuis début 1987.
- Janvier 1988 *Finances* Hongrie
 Adoption par la Banque hongroise de crédit d'un plan de redressement pour les entreprises en difficultés persistantes (50 à 60 sociétés clientes, dont des complexes métallurgiques) : prêts, aides technique et économique. Autorisation des particuliers, à compter du 1/1/1989, de posséder un compte en devises : 1/4 convertis en forint, le reste disponible pour les voyages à l'Ouest, sans restriction. Autorisation d'émission (la première depuis 1946) de bons du Trésor auprès des particuliers et entreprises (effective mi-mars).

Janvier 1988

Finances

URSS

Emission du premier emprunt public depuis 1917 sur le marché international : 100 millions de FS. Lancement d'une expérience de simplification de la procédure des visas touristiques pour l'Europe de l'Est. Répartition des activités bancaires de la Gosbank entre cinq institutions financières (industrie et construction, agro-industrie, logements et équipements sociaux, épargne et crédits aux ménages, économie extérieure).

1^{er} janvier 1988

Prix

Tchécoslovaquie

Entrée en vigueur d'un nouveau système de prix de gros destiné à accroître l'efficacité industrielle. Système de pénalités, versées au Budget de l'État, pour compenser les pertes issues de la faible qualité de la production.

16 janvier 1988

Relations économiques extérieures

URSS

Regroupement du ministère du Commerce extérieur et du GKES (comité d'état à la coopération économique) en un seul ministère des Relations économiques extérieures. Un décret de 1986 (décembre) régit la gestion des organismes du commerce extérieur.

19 janvier 1988

Finances

Hongrie

Première des rencontres hebdomadaires interbancaires (BNH, Chambre de commerce et les 22 institutions financières) pour les transactions sur les valeurs mobilières (obligations, actions, bons du Trésor).

28-30 janvier 1988

Conférence du Parti

Bulgarie

Evidente confusion. Adoption du principe de la limitation du mandat des dirigeants du Parti (deux fois cinq ans au niveau central, deux fois deux ou trois ans au niveau local). Pas de décision sur la séparation des fonctions de chef du Parti et de chef de l'État (Jivkov cumule les deux depuis 1971). Déclaration d'Alexandrov sur le « vieux bois mort » qui doit quitter le Parti.

30 janvier-3 février 1988

Investissement

Pologne

Annnonce d'une aide (10 milliards de dollars) à l'agriculture privée par le biais de la Fondation pour le développement de l'agriculture polonaise, financée par des fondations américaines. Les États-Unis lient tout nouveau prêt aux réformes économiques et à un accord stand-by avec le FMI.

4 février 1988

Histoire

URSS

Réhabilitation judiciaire de N. Boukharine. En juin ce sera celle de Zinoviev et Kameniev.

28 février 1988

Nationalités

URSS

Massacres de Sumgaït : officiellement 32 morts. Deux jours avant, M. Gorbatchev lançait un appel au calme. En mars, le Soviet suprême de l'URSS rejette la demande de rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. Le 18 juillet, promesse d'étude d'un compromis. La tension est relancée en novembre avec les massacres de Kirovabad. Une vague d'arrestations sera opérée dans les milieux nationalistes au lendemain du tremblement de terre en Arménie (7 décembre). Le 12 janvier 1989, le Haut-Karabakh passe sous tutelle administrative directe de Moscou.

4-5-6 mars 1988

Finances

Hongrie

Conférence boursière internationale organisée par la Fondation boursière hongroise pour étudier et proposer les fondements d'une bourse hongroise.

Avril 1988

Secteur privé

RDA

Adoption de mesures de libéralisation du commerce privé et extension du secteur.

Avril 1988

Débat économique

Hongrie

Création d'un nouveau comité de conseil sur la réforme, auprès du gouvernement, composé d'éminents réformateurs (J. Bogнар, I. Berend, J. Feketé, B. Csikos-Nagy, R. Nyers — qui devient ministre des Finances en novembre).

Avril 1988

Finances

Bulgarie

Règlement autorisant la vente aux enchères aux entreprises de devises convertibles. La première a lieu en juillet, organisée par la Banque du commerce extérieur à certaines entreprises. Création prévue de deux zones franches sur le Danube.

1^{er} avril 1988*Monnaie*

Tchécoslovaquie

Nouvelle réglementation autorisant les comptes en devises convertibles pour les personnes privées : 500 dollars minimum et au-delà de 1 000, ouverture possible d'un compte de dépôt rémunéré à 3 % sur 6 mois et 4 % sur 12. Utilisation possible des devises pour le tourisme, l'achat à l'étranger, l'accès aux magasins en devises (Turex), la conversion en couronnes.

12 avril 1988

Système bancaire

Pologne

Création par des entreprises (d'État et coopératives) de la première banque coopérative, la Banque de développement.

19-20 avril 1988

Réorganisation ministérielle

Tchécoslovaquie

Concentration de ministères fédéraux — métallurgie, mécanique lourde, mécanique générale et électro-technique — en un seul ; même chose pour les communications et les transports.

Avril-mai 1988

Grèves

Pologne

Manifestations (depuis février) et grèves contre les hausses de prix dans les constructions mécaniques, les transports et la métallurgie. Obtention de primes compensatoires d'environ 60 %. En août, les grèves touchent le secteur du charbon ; en septembre, les syndicats officiels demandent la démission du gouvernement ; L. Walesa rencontre le ministre de l'Intérieur.

11 mai 1988

Réforme économique

Pologne

La Diète vote au gouvernement, et à son Comité de réforme dirigé par Z. Sadowski, les « pouvoirs extraordinaires » qui doivent lui permettre jusqu'au 31/12/1988 d'imposer des mises à pied, des révocations, des faillites ou fusions, des blocages de prix ou/et de salaires, de créer de nouveaux impôts (objectif : accélérer la réforme et lutter contre les résistances bureaucratiques, notamment en matière de décentralisation des tutelles industrielles des branches vers les régions).

22 mai 1988

Conférence du parti

Hongrie

Première depuis 1957. Election de K. Grosz au poste de Secrétaire général ; il succède à J. Kadar en poste depuis 1956. Entrée en force des réformateurs au Bureau politique (dont J. Kadar est écarté). Débats sur la modernisation du système politique, la révision de la Constitution, les référendums et la création d'un socialisme pluraliste.

Juin 1988

Politique économique

Roumanie

Adoption d'une législation rendant les entreprises et les organisations économiques financièrement responsables de tout préjudice entre partenaires économiques (si le partenaire est étranger, l'État garantit).

13 juin 1988

Réforme économique

Pologne

W. Jaruzelski reconnaît implicitement l'échec de la « seconde étape de la Réforme » (augmentations de prix et de salaires ont produit 60 % d'inflation). Promotion au Secrétariat et au Bureau politique de W. Baka, président de la Banque nationale, et « parrain » du plan de décentralisation du système bancaire. Annonce de la convocation d'une conférence extraordinaire du Parti pour fin 1988-début 1989, sur les questions idéologiques.

28 juin-1^{er} juillet 1988

1^{re} conférence du Parti

URSS

La précédente a eu lieu en 1941. Proposition de réforme constitutionnelle (modification de la fonction présidentielle, et du rôle du Soviet suprême). Adoption de résolutions sur la réforme politique « avant un an », la glasnost⁷, les nationalités, la lutte contre la bureaucratie, la perestroïka.

Juillet 1988

Administration

RDA

Réduction de 30 % des effectifs administratifs, surtout au niveau central.

Juillet 1988 *Finances* Hongrie

Annnonce de l'ouverture au 1/1/1989 d'une bourse de valeurs, au statut de société à responsabilité limitée, dont seuls les adhérents pourront négocier les titres cotés (entreprises d'État ou compagnies de droit privé).

1^{er} juillet 1988 *Monnaie* Pologne

Levée de l'obligation de justifier l'origine des devises déposées sur les comptes *ad hoc* de particuliers. En mars 1985 un système double avait été instauré. Un compte « N », sans justificatif, mais dont l'utilisation était limitée, et un compte « A » avec justificatif.

19-20 juillet 1988 *Politique des cadres* Bulgarie

Plenum du Comité central (prévu initialement pour mai puis juin et reporté après la conférence du PC soviétique). Ordre du jour : « restructuration de la sphère intellectuelle » (culture, médias, sciences). Eviction du n° 2, Alexandrov, du secrétaire à l'Idéologie et du président de l'Assemblée nationale. Ceci apparaît comme une reprise en main par T. Zhivkov au détriment des plus réformateurs.

Août 1988 *Consommation* RDA

Autorisation — afin d'enrayer la pénurie de biens de consommation — de majorer les prix de production de 20 % (de 10 % en sus si la production est faite en avance sur le contrat).

Août 1988 *Système bancaire* Tchécoslovaquie

Annnonce par le gouvernement fédéral de la séparation au 1/1/1990 des fonctions d'émission et de crédit de la Banque d'État.

17 août 1988 *Finances* Hongrie

Débat parlementaire sur la création d'un nouvel instrument financier (certificat de dépôt).

Août-septembre-octobre 1988 *Nominations* Pologne

Réunions du Parti et de la Diète. Démission du gouvernement Messner, (successeur en novembre 1985 de Jaruzelski au poste de Premier ministre), qui « reconnaît ses erreurs ». Nomination de M. Rakowski.

Septembre 1988 *Planification* URSS

Transfert temporaire (1989-1990) de la prérogative des ministères en matière de commandes d'État vers le Gosplan et Gosstab. Publication par les banques de listes nominales d'entreprises insolubles.

7 septembre 1988

Finances

Hongrie

Interview de J. Fekete (premier vice-président de la Banque nationale), annonçant son départ prochain : il se défend d'avoir été responsable de la politique d'endettement de la Hongrie mais précise que souvent l'argent emprunté fût utilisé sans avis de la BNH et que, quand elle l'avait donné, les décisions prises avaient été en opposition directe à ses recommandations.

30 septembre 1988

Institutions

URSS

Session imprévue du Comité central approuvant les réformes de structures proposées à la Conférence. Mise à l'écart de Gromyko (Gorbatchev le remplace le 1^{er} octobre), nomination de Ligatchev à l'Agriculture, remplacé à l'Idéologie par V. Medvedev. Les projets d'amendements à la Constitution, qui seront adoptés le 1^{er} décembre, sont contestés par les républiques baltes et la Georgie, qui craignent de ne pas voir accrue leur souveraineté (octobre). Le Parlement estonien vote même la supériorité de ses lois sur celles de l'URSS (16 novembre), procédure déclarée anti-constitutionnelle (26 novembre). Gorbatchev promet un élargissement prochain des droits des républiques fédérées.

Octobre 1988

Secteur privé

Hongrie

Loi sur l'entreprise : création possible en société anonyme détenue par différents actionnaires (étrangers et particuliers y compris). Effectifs des entreprises privées autorisés jusqu'à 500 personnes. Création d'une banque spécialement tournée vers les personnes privées et les petites entreprises.

Octobre 1988

Finances

URSS

Création de la première société de commerce extérieur par actions (six banques soviétiques, le ministère des Finances, des organismes de ce commerce extérieur et des entreprises d'État).

10-11 octobre 1988

Nominations

Tchécoslovaquie

Plenum du comité central. Mise à l'écart de L. Strougal « réformateur », Premier ministre, remplacé par L. Adamec, ami personnel de M. Jakes. Il avait condamné les échecs antérieurs des tentatives des réformes. En décembre, démissions de deux autres personnalités trop marquées : W. Bilak comme dogmatique et M. Valek au contraire jugé trop libéral ; annonce de la convocation, avancée d'un an, du congrès du parti pour mai 1990.

9 décembre 1988

Relations économiques extérieures

URSS

Publication de projets : libre convertibilité du rouble pour l'an 2000 ; dévaluation de 50 % du taux commercial en devises convertibles au 1/1/1990, suppression du système des coefficients de change en 1991 ; autorisation au 1/4/1989 du commerce direct pour toutes les entreprises d'État ou coopératives jugées « compétitives » ; majorité possible des partenaires étrangers dans les sociétés mixtes ; création d'une zone économique spéciale en Extrême-Orient.

Novembre 1988 *Nominations* Hongrie

M. Nemeth remplace K. Grosz au poste de Premier ministre. R. Nyers prend la responsabilité de l'Économie et des Finances.

20-21 décembre 1988 *Institutions* Pologne

Plenum du Comité central. Le Premier ministre M. Rakowski présente Walesa comme un « homme de compromis » : « Nous n'appréhendons pas le pluralisme syndical inscrit dans la loi de 1982 (dont le) rétablissement doit faire l'objet d'un accord qui reste à mettre au point. » Remaniement au sein des instances dirigeantes : éviction de six titulaires du Bureau politique, dont Messner ex-Premier ministre. Promotion de réformateurs (S. Ciosek). Annonce de la publication prochaine des détails de la réduction des dépenses militaires (URSS, Tchécoslovaquie et Bulgarie auront la même démarche en janvier 1989).

23 décembre 1988 *Réforme économique* Pologne

Projets de loi sur l'activité économique, prévoyant d'assouplir la législation du secteur privé : pas d'autorisation préalable à la création, ni de limite de taille, égalité d'accès aux ressources (matières premières et financières) applicable au 1/1/1989.

1^{er} janvier 1989 *Budget* Hongrie

Séparation de la Sécurité sociale et du budget de l'État et création d'une compagnie d'assurance pour gérer le budget de la Sécurité sociale. Despécialisation des services bancaires aux entreprises et aux particuliers.

1^{er} janvier 1989 *Secteur privé* URSS

Prohibition d'une série d'activités (santé, édition, cinéma, enseignement, spectacle, art religieux). Adoption de mesures devant inciter les coopératives à pratiquer des prix « raisonnables ».

10 janvier 1989 *Institutions* URSS

Désignation des cent candidats aux cent sièges réservés au parti sur les 2 250 du Congrès des députés du Peuple.

11 janvier 1989 *Institutions* Hongrie

Adoption par le parlement de deux textes de loi relatifs à la liberté d'association et de rassemblement (non politique) : toute organisation « dont les activités respectent la Constitution et ne sont pas illégales » peuvent recevoir un statut juridique ; tout regroupement dans un lieu public doit être annoncé pour permettre le maintien de l'ordre et les interdictions ne seront relatives qu'au lieu, au moment ou à ses modalités d'organisation. En outre, les objecteurs de conscience pourront effectuer un service civil ou leur service militaire sans porter les armes. Le 1^{er} août, le gouvernement aura à soumettre au Parlement son projet de loi sur les partis politiques.

25 janvier 1989

Débat économique

URSS

L. Abalkine admet qu'on ne peut réformer le système des prix avant de réduire le déficit budgétaire (11 % du PNB).